

Périmé ministre

L'Express --Humeur - Sylvain Ranjalahy - 11/06/13

À consommer avant le 24 juillet ou le 23 août. L'élection présidentielle est un produit, le seul au monde, qui a deux dates de péremption selon qu'il soit fabriqué par la Cenit ou le gouvernement. Les deux institutions en disputent la paternité depuis une semaine et recourent à des exégèses pour mettre à profit les subtilités ou plutôt les non-dits de la loi. Mais quelle que soit la date réelle, le produit provoque déjà une intoxication alimentaire au niveau de la population totalement dégoûtée et dépassée par la tournure prise par les événements.

Autant elle est indignée par le comportement et l'attitude irresponsable des politiciens malgaches qui ont montré une fois de plus qu'ils sont tout sauf des dirigeants dignes de confiance et conscients du danger auquel ils sont en train d'exposer le pays, autant elle est outrée par l'omnipotence de la communauté internationale dont la position signifie que le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes reste une belle utopie.

La perspective électorale, fortement hypothéquée depuis la sortie de la liste des candidats par la Cour électorale spéciale, contestée par la communauté internationale, vicie l'atmosphère générale. Tout semble périmé aujourd'hui. La Feuille de route et toutes les institutions qu'elle a générées sont en situation de paralysie, la Transition de consensus fonctionne cahin-caha avec un gouvernement «bicaméral» composé par deux cabinets bien distincts que le Premier ministre a toutes les peines du monde à gérer. Il se fait d'ailleurs charrier sur les roses par ses propres ministres. Quand l'un d'entre eux ose affirmer qu'il est loisible au président de la Transition de le virer quand la situation est bloquée, on sent que l'insubordination, l'insolence, sont devenues une règle d'or. Une liberté de ton et de langage qui trahit une cassure au sein de l'Exécutif et une volonté manifeste de se débarrasser du Premier ministre devenu encombrant au fur et à mesure de l'avancée de la mise en application stricto sensu de la Feuille de route devenue d'ailleurs impossible. On se demande ainsi si le Premier ministre sert encore à quelque chose, si son cabinet est toujours maître de la situation.

La gestion du pays va de travers depuis quelque temps et tout semble hors de contrôle. L'insécurité franchit chaque jour un nouveau pallier, la violence et la cruauté atteignent les sommets et battent d'une nuit à l'autre des records à la vitesse d'Usain Bolt. En face c'est presque le néant. Les responsables des forces de l'ordre s'amuse à tenir des conférences de presse pour annoncer par-dessus le marché que le nombre de leurs interventions a baissé. Or, l'insécurité en elle-même est un cas de force majeure toute faite qui aurait justifié un report des élections sans devoir monter des scénarii ridicules et compromettants. Il en va de même de l'invasion des criquets encore heureux qu'ils n'ont pas d'aiguillon sinon ils auraient éliminé beaucoup d'électeurs et causé des perturbations dans la liste électorale.

Aussi bien à Antananarivo qu'à Betroka, le scrutin est menacé par un banditisme de plus en plus... sans éthique ni déontologie à l'image des politiciens d'ailleurs. Ce n'est pas un report d'un mois de l'élection ni les sanctions contre les trois candidats indésirables qui vont pouvoir arranger la situation. Pire, plus l'attente et l'incertitude se prolonge, plus la situation pourrait directement avec la montée de la pauvreté.

On se trouve aujourd'hui dans l'antichambre d'une «guerre civile» dans la mesure où l'absence d'autorité de l'État est mise à profit par une certaine catégorie de la population pour braquer et piller en toute impunité. Les victimes vont se faire justice surtout si les forces de l'ordre laissent faire, comme c'était le cas le 29 janvier 2009, pour justifier les craintes de trouble si les élections ne sont pas reportées et si les législatives ne passent pas avant la présidentielle, ou sont dépassées par les événements. La situation sera favorisée par la démission réclamée du Président de la Transition qui laissera cyniquement à la communauté internationale le soin de rétablir l'ordre.

Tout laisse ainsi croire qu'on s'est engouffré dans un cul-de-sac électoral. Le contexte est devenu tel que la vérité des urnes risque de ne pas être un absout.

Source : <http://www.lexpressmada.com/3454-humeur/perime-ministre.html>